

**SESSION EXTRAORDINAIRE
DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT**

Niamey, le 11 octobre 2004

COMMUNIQUE FINAL

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine s'est réunie, en session extraordinaire, le 11 octobre 2004 à Niamey, sous la présidence de Son Excellence Mamadou TANDJA, Président de la République du Niger, Président en exercice.

Etaient présents :

- Pour la République du Bénin, Son Excellence Mathieu KEREKOU, Président de la République ;
- Pour la République du Mali, Son Excellence Amadou Toumani TOURE, Président de la République ;
- Pour la République du Sénégal, Son Excellence Abdoulaye WADE, Président de la République ;
- Pour la République Togolaise, Son Excellence Koffi SAMA, Premier Ministre ;
- Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau étaient représentés par leur Ministre.

Outre les membres du Conseil des Ministres de l'UEMOA, ont pris part aux travaux :

- Monsieur Soumaila CISSE, Président de la Commission de l'UEMOA ;
- Monsieur Charles Konan BANNY, Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ;
- Monsieur Boni YAYI, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

Au titre de l'Union monétaire, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a noté l'amélioration de la conjoncture économique en 2004, avec un taux de croissance du produit intérieur brut estimé à 3,4%, en termes réels, contre 2,9% enregistré en 2003.

La Conférence s'est réjouie de l'orientation favorable des agrégats monétaires, notamment du renforcement du niveau des réserves de change de la BCEAO, qui assure un taux de couverture de l'émission monétaire de 118,5%, soit sept (7) mois de couverture des importations de biens et services.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont félicités des actions mises en œuvre par la Banque Centrale pour préserver la valeur de la monnaie commune, assurer la stabilité des prix et soutenir la reprise de l'activité économique. Ils ont encouragé la BCEAO à poursuivre la conduite d'une politique monétaire prudente, compatible avec la consolidation de la stabilité macroéconomique au sein de l'Union.

Ils ont salué les actions entreprises par la BCEAO pour rationaliser la circulation fiduciaire, notamment les mesures arrêtées dans le cadre de la démonétisation de la gamme des billets de 1992.

La Conférence a par ailleurs pris connaissance du Rapport du Gouverneur de la BCEAO, relatif aux travaux portant sur la Réforme Institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO.

La Conférence a, à cet égard, noté que les orientations dégagées sont de nature à garantir la crédibilité de la politique monétaire, la solidité de la monnaie commune et la stabilité du système bancaire et financier. Elle a relevé avec satisfaction que la prise en compte de ces orientations permettrait, d'une part, d'adapter l'architecture organique

et institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO aux mutations ayant marqué l'environnement économique et financier interne et externe des Etats membres et, d'autre part, de mettre les textes de base de l'Union et de la Banque Centrale en conformité avec les meilleures pratiques des banques centrales efficaces et performantes.

La Conférence a relevé la qualité du travail accompli par le Comité de Réforme Institutionnelle, et a demandé que les conclusions définitives des travaux lui soient soumises à sa prochaine session.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont donné des orientations au Conseil des Ministres et au Gouverneur de la BCEAO pour que la politique monétaire de l'Institut d'Emission soit encore plus favorable aux financements des investissements productifs dans le cadre de programmes économiques cohérents, afin d'impulser une croissance économique saine réductrice de la pauvreté.

Par ailleurs, le Gouverneur de la BCEAO a rendu compte aux Chefs d'Etat et de Gouvernement des attaques perpétrées contre les Agences de la Banque Centrale en Côte d'Ivoire et de l'état d'avancement des enquêtes en cours.

Au titre de la BOAD, la Conférence s'est félicitée des résultats appréciables obtenus par la Banque en matière de mobilisation de ressources qui lui ont permis de renforcer et de diversifier son action en faveur notamment de l'intégration économique, de la lutte contre la pauvreté et de la promotion du secteur privé dans l'Union.

Pour les années à venir, la Conférence a réaffirmé l'importance particulière qu'elle attache au Programme Economique Régional (PER) dont la réalisation permettra de faire de l'intégration régionale de l'UEMOA un véritable facteur d'accélération de la croissance économique afin d'améliorer les conditions de vie des

4

populations, de lutter contre la pauvreté et de permettre à l'Union de mieux s'insérer dans l'économie mondiale.

Dans cette perspective, la Conférence s'est également réjouie des initiatives prises par la BOAD, en sa qualité de chef de file des bailleurs de fonds et en étroite collaboration avec la Commission de l'UEMOA et la BCEAO, en vue de la préparation de la table ronde sur le PER et de la sensibilisation des partenaires au développement dont l'assistance sera sollicitée pour la réalisation de ce programme.

En vue de permettre à la BOAD de poursuivre efficacement son action en faveur de l'intégration régionale, notamment à travers le PER, la Conférence invite tous les Etats membres et demande au Conseil des Ministres ainsi qu'aux autres Institutions communautaires de l'Union d'apporter à la BOAD leur appui dans ses efforts de mobilisation de ressources concessionnelles.

Il s'agira essentiellement de mettre en place, au niveau de l'Union, un mécanisme permettant de doter le Fonds de Développement et de Cohésion (FDC) de la BOAD de ressources concessionnelles pérennes, et d'investir la Banque régionale de développement de la mission de mobiliser au nom des Etats membres des ressources d'aide publique au développement auprès des partenaires extérieurs.

En outre, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont marqué leur accord pour l'ouverture du Capital de la BOAD à la République Populaire de Chine.

Examinant la situation socio-politique en Guinée-Bissau, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont, dans le cadre de la solidarité de l'Union, demandé au Conseil des Ministres de prendre des mesures diligentes pour apporter un appui financier à ce pays frère.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement, préoccupés par la crise acridienne et ses conséquences sur la production agricole, la sécurité alimentaire, la survie du bétail et le bien-être des populations rurales, ont demandé à la Commission de l'UEMOA d'élaborer et de mettre en place un plan d'action régional de lutte contre ce fléau en collaboration avec le CILSS, la CEDEAO et l'UMA.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union très sensibles à l'accueil fraternel qui leur a été réservé en terre africaine du Niger, remercient très chaleureusement Son Excellence le Président Mamadou TANDJA, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, le Gouvernement et le peuple du Niger.

Fait à Niamey, le 11 octobre 2004

Pour la Conférence

Le Président



Mamadou TANDJA

Président de la République du Niger